

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 10 Mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER

22 rue Guynemer
78600 Maisons-Laffitte

Références : D25.0084
Code AIOT : 0006306647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER implanté Lieu-dit Les Perches section ZH40 85560 Longeville-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER
- Lieu-dit Les Perches section ZH40 85560 Longeville-sur-Mer
- Code AIOT : 0006306647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société AAB - PARC EOLIEN DE LONGEVILLE SUR MER est constitué de cinq machines. Les éoliennes du parc éolien sont de modèle Nordex 90 de 2,5 MW de puissance unitaire et 125 m en bout de pale. Soit 35 m de hauteur de garde.

Le parc éolien bénéficie d'un permis de construire délivré le 29 octobre 2008. Il a obtenu l'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE par récépissé préfectoral du 25 janvier 2013. Il est également réglementé par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14 janvier 2014. Le parc éolien est exploité par la société ENGIE GREEN. Il a été mis en service le 10 mai 2012.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 1 (action régionale de vérification des installations électriques)
- biodiversité
- maintenance des éoliennes
- autres dispositions réglementaires diverses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Protection de l'avifaune – suite visite du 19/07/2023	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental post-implantation – suite visite du 19/07/2023	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Protection des chiroptères – suite visite du 19/07/2023	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
5	RA – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	RA – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
7	RA- Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
8	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
9	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
10	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
11	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
13	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Garanties financières (GF)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement en ce qui concerne le suivi environnemental et les mesures associées, l'exploitant, sous l'impulsion de l'inspection des installations classées, a mis en place des mesures conséquentes pour arriver à maîtriser au mieux les impacts du parc sur la faune volante. Le suivi environnemental décennal s'est déroulé sur 3 années de 2022 à 2024 : un bridage en faveur des chiroptères a été instauré lors de ce suivi, en 2023 et son efficacité a été vérifiée en 2023 et 2024 : il doit être maintenu durant toute la durée d'exploitation du parc éolien et selon le paramétrage défini au cours de ce suivi environnemental. Pour réduire la mortalité aviaire observée en 2022 et 2023, un système de détection bridage (SDA) a été installé sur le parc. Son fonctionnement en 2024 coïncide avec une réduction de la mortalité brute constatée pour les oiseaux en 2024, par rapport à 2022 et 2023. Les résultats du suivi réalisé en 2024 sont attendus. Le SDA doit en tout état de cause être maintenu. Deux mesures d'accompagnement en faveur de l'avifaune ont également été mises en œuvre ou sont en cours de mise en place.

Au jour de l'inspection, le suivi de la maintenance préventive des éoliennes (et des actions curatives) est rigoureux. Les autres dispositions réglementaires contrôlées ne font l'objet d'aucun constat d'écart au jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental post-implantation – suite visite du 19/07/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de mortalité faune volante + activité en altitude des chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite précédente :</i></p> <p>=> le rapport du suivi réalisé en 2023 est à fournir à l'inspection des ICPE, selon les dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 29/03/2024, le rapport du suivi environnemental réalisé en 2023 sur le parc après mise en place du bridage en faveur des chiroptères (voir le constat suivant</p>

sur la protection des chiroptères). Le suivi de mortalité de l'avifaune (assuré du 24/03 au 26/10 au cours de 32 passages) et de l'activité des chiroptères en altitude (de mars à octobre) a été fait par le bureau d'étude Ouest AM. Aucun cadavre de chiroptères n'a été retrouvé. 7 cadavres d'oiseaux sont relevés dont le Gobemouche noir classé vulnérable (VU) sur liste rouge nationale, le Faucon crécerelle et le Milan noir, classés quasi menacés (NT) sur liste rouge, respectivement nationale et régionale.

Selon les conclusions de ce suivi, pour les chiroptères, le bridage doit être maintenu et pour l'avifaune, entre autres, un système de détection / bridage (SDA) est à mettre en œuvre et le suivi environnemental est à reconduire en 2024 (voir les constats suivants sur la protection de l'avifaune et des chiroptères).

Le suivi environnemental a été reconduit en 2024. Le rapport concernant ce suivi n'est au jour de l'inspection pas encore disponible. En séance, l'exploitant fait état de la mortalité brute relevée lors de ce suivi : aucun cadavre de chiroptères n'est retrouvé et 3 cadavres d'oiseaux (à priori 2 Faucons crécerelle et 1 Milan noir). Le milan noir aurait été impacté le 22/10/2024 sur l'éolienne E9, alors que le SDA n'était plus en fonctionnement, car la période définie en 2023 pour le fonctionnement du système était de mai à septembre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, dès réception, le rapport du suivi environnemental réalisé en 2024, accompagné du plan de mesures correctives envisagé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection de l'avifaune – suite visite du 19/07/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures correctives en faveur de l'avifaune

Prescription contrôlée :

[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...]

Constats :

Constat de la visite précédente : *La mortalité constatée sur le parc en 2022, qui ne faisait alors l'objet d'aucun bridage en faveur de la faune volante, est qualifiée de forte pour l'avifaune [...] par le bureau d'étude et selon ses propres critères d'évaluation. Au regard des résultats des suivis réalisés (mortalité et activité), l'inspection des installations classées **confirme fermement** la nécessité de mettre en œuvre l'ensemble des mesures proposées par le bureau d'étude dans le rapport de suivi. Les résultats du suivi en cours en 2023 devront permettre de juger de l'efficacité des mesures de bridages prises en 2022.*

= > sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, les justificatifs de commande et d'installation du système de bridage dynamique en faveur de l'avifaune (bons de commandes validés, factures acquittées, photos...);

Le bureau d'étude, dans le rapport du suivi réalisé en 2022, demande la mise en place des mesures suivantes en faveur de l'avifaune :

- installation d'un système de bridage dynamique (SDA) de type « Safewind » ;
- mise en place de nichoirs et plantation de haies en périphérie du parc éolien ;
- renouvellement du suivi environnemental en 2023.

La conclusion du rapport du suivi mené en 2023 réitère la demande d'installation du système de

bridage dynamique et demande le renouvellement du suivi en 2024. L'exploitant a en effet tardé à mettre en place ce système qui n'a par conséquent pas été opérationnel en 2023.

Pour la présente inspection, l'exploitant a fourni :

- un bon de commande daté du 25/09/2023 du SDA et sa mise en place sur 2 éoliennes du parc. Le bureau d'études préconise en effet une installation sur E7 et E9, pour un fonctionnement du 1^{er} mai au 30 septembre ;
- un bon de commande daté du 25/09/2023, concernant la maintenance du système et l'exploitation des données à 1 an. Au cours de la visite de terrain, le dispositif a pu être constaté en place sur les deux éoliennes E7 et E9.
- un tableur de suivi des arrêts sur l'année 2024 liés au bridage. En séance l'exploitant a présenté le logiciel nommé "Darwin" de suivi des arrêts des machines. Les arrêts pour bridage en faveur des oiseaux en 2024 y sont tracés (date et durée notamment). Le rapport du suivi réalisé en 2024 n'étant pas encore disponible, aucun bilan sur l'efficacité du SDA n'est encore réalisé. Toutefois, il peut être remarqué que la mortalité brute constatée en 2024 sur l'avifaune est deux fois moindre que celle relevée en 2023 et 5 fois moindre par rapport à celle relevée en 2022.
- la convention du 02/04/2024 et son avenant du 24/07/2024 entre Engie Green et la mairie de Longeville-sur-Mer, pour les plantations de haies sur des parcelles communales, avec localisation des haies à planter ;
- une facture du 21/01/2025 de la chambre d'agriculture de la région Pays de la Loire pour la plantation de 300 ml de haies ;
- 3 séries de photographies concernant la mise en place de la mesure de plantations de haies. Lors de la visite d'inspection les linéaires de plantations ont pu être constatés en place sur le terrain ;
- un bon de commande (non signé) du 13/06/2023 pour une livraison au 01/12/2023, auprès du bureau d'étude Ouest AM, pour la mise en place de nichoirs ;
- un courriel du 13/02/2025 du bureau d'étude Ouest AM' indiquant que le service technique de la commune de Longeville-sur-Loire est favorable à l'installation de nichoirs dans un bâtiment communal identifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Il convient d'attendre les conclusions du bureau d'étude sur le fonctionnement du SDA en 2024. En tout état de cause, le système doit être maintenu sur le parc. Son fonctionnement doit être étendu jusqu'à au moins la fin du mois d'octobre (ce qui aurait potentiellement permis d'éviter une mortalité brute en 2024 de Milan noir, sur E9 qui est l'une des deux éoliennes équipées) ;

=> la mesure de pose de nichoirs à Martinets noirs doit être menée à son terme. Le bilan de cette mesure est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection des chiroptères – suite visite du 19/07/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures correctives en faveur des chiroptères

Prescription contrôlée :

[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...]

Constats :

Constat de la visite précédente : La mortalité constatée sur le parc en 2022, qui ne faisait alors l'objet d'aucun bridage en faveur de la faune volante, est qualifiée [...] de modérée pour les chiroptères par le bureau d'étude et selon ses propres critères d'évaluation. Au regard des résultats des suivis réalisés (mortalité et activité), l'inspection des installations classées confirme fermement la nécessité de mettre en œuvre l'ensemble des mesures proposées par le bureau d'étude dans le rapport de suivi. Les résultats du suivi en cours en 2023 devront permettre de juger de l'efficacité des mesures de bridages prises en 2022.

= > sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des ICPE, [...] les justificatifs d'implémentation et de fonctionnement du bridage en faveur des chiroptères (bons d'implémentation sur le SCADA, extraits de fonctionnement des éoliennes de nuit montrant explicitement l'activation du bridage,...)

Selon le rapport de suivi de 2023, le bridage en faveur des chauves-souris instauré en 2023 sur toutes les éoliennes du parc est le suivant :

E6 à E10	Modèle de régulation		
	du 1er mars au 31 mai	du 1er juin au 31 juillet	du 1er août au 31 octobre
	du coucher au lever du soleil	du coucher au lever du soleil	du coucher au lever du soleil
	Température > 14°C	Température > 14°C	Température > 13°C
	Vitesse de vent < 6 m/s	Vitesse de vent < 6,5 m/s	Vitesse de vent < 6,5 m/s
	absence de précipitation	absence de précipitation	absence de précipitation

Il est précisé dans le rapport qu'en 2023 les turbines ont été arrêtées manuellement en fonction des paramètres proposés et en fonction des prévisions météorologiques, car le réglage des éoliennes n'était pas fonctionnel. [Au cours d'échanges au fil de l'eau avec l'exploitant, l'inspection des installations classées a demandé l'installation d'un Batmodule sur les éoliennes afin d'automatiser le bridage].

Les résultats des suivis menés en 2023 et 2024 semblent témoigner de l'efficacité de ce bridage : aucune mortalité n'a été relevée sur les chiroptères et le suivi d'activité en altitude réalisé en 2023 relève en particulier que 90 % de l'activité des chiroptères (toutes espèces confondues) est comprise entre 17,2 et 32°C et pour des vitesses de vent en dessous de 6 m/s. Ces conditions météorologiques sont prises en compte dans le bridage en place (ci-dessus).

Le bureau d'étude conclut, en 2023, que ce bridage peut être maintenu (le rapport de suivi 2024 est en attente).

Par courriel du 19/02/2025, l'exploitant a fourni :

- une offre datée du 09/03/2023 de l'entreprise Nordex France pour l'installation du Batmodule ;
- un bon de commande du 03/04/2023 de ce système pour une date de livraison au 15/11/2023 ;
- un tableur de suivi des arrêts sur l'année 2024 liés au bridage.

En séance l'exploitant a présenté le logiciel nommé "Darwin" de suivi des arrêts des machines. Les arrêts pour bridage en faveur des chauves-souris en 2024 y sont tracés (date et durée notamment) et le paramétrage du bridage y est intégré : ce dernier correspond au bridage ci-dessus mentionné dans le tableau. Ce fichier montre également le passage du bridage manuel vers le bridage automatisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> le bridage en faveur des chiroptères tel que mis en place en 2023 sur le parc éolien doit être maintenu pendant toute la durée d'exploitation du parc éolien.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage acoustique + mesures acoustiques post-implantation
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. [...]
Constats : Ce point n'avait pas fait l'objet de vérification tracée en inspection depuis la mise en service du parc. L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none">– un document de l'entreprise Nordex qui présente le bridage acoustique nocturne à mettre en place sur le parc ;– une étude acoustique post-implantation du bureau d'étude VENATHEC pour des mesures de réception acoustique réalisées du 11 au 19/04/2014 qui conclut à des résultats conformes aux seuils réglementaires avec la mise en place du bridage acoustique ;– un tableur de suivi des arrêts sur toute l'année 2024 liés au bridage acoustique. En séance l'exploitant a présenté le logiciel nommé "Darwin" de suivi des arrêts des machines. Les arrêts pour bridage acoustique y sont tracés (date et durée notamment).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : RA – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un ensemble de logiciels constituant le registre de maintenance des installations informatisé : Darwin (pré-évoqué), Aurora (gestion des accès machines), planification des maintenances, suivi des maintenances, suivi des actions correctives. Suite à l'inspection l'exploitant a fourni des extraits de ces différents registres présentés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : RA – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS
Prescription contrôlée : « III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. « L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.[...]»

Constats :

L'exploitant a fourni la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) pour toutes les classes de turbines Nordex. Cette liste est conforme à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : RA- Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques

Prescription contrôlée :

[...]

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. [...]

Constats :

L'exploitant a fourni :

– les rapports de maintenance semi-annuelle (T2) des 5 éoliennes : vérification par sondage : réalisée le 28/03/2023 pour l'éolienne n° 82288 (E10) : rien ne concerne les tests d'arrêts ;

– rapports de maintenance annuelle (T3) des 5 éoliennes : rapports qui concernent le contrôle des dispositifs de sécurité : vérification par sondage : réalisée le 16/10/2024 pour l'éolienne n° 82288 (E10) et l'éolienne n°82285 (E7) : les tests d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse sont indiqués en page 8 de ces rapports : aucune non-conformité n'est relevée. L'arrêt simple est réalisé à chaque intervention dans une éolienne, ce qui a pu être vérifié en séance avec le registre : en croisant les arrêts tracés dans le logiciel "Darwin" avec les dates de réalisation des maintenances.

– le rapport du bureau d'études VERITAS de vérification électrique périodique du 11/03/2024 pour le poste de livraison : il ne relève pas d'observation sur les installations haute tension. Deux observations déjà signalées le 02/03/2023 sont mentionnées concernant les équipements basse et très basse tension : « *Isoler les extrémités des conducteurs inutilisés dans le coffret chargeur du haut.* » et « *Remettre en état de fonctionnement l'éclairage de sécurité portatif (B.A.P.I.) dans le local* ». Lors de la visite de l'intérieur du poste de livraison, l'exploitant a pu montrer la mise à niveau de ces deux observations : isolation des câbles (qui par ailleurs ne sont pas affectés à un circuit électrique) et changement du BAPI (lampe de secours) qui est effectivement constaté en bon état de fonctionnement.

– le rapport du bureau d'études VERITAS de vérification électrique périodique du 11/03/2024 pour les 5 éoliennes : il n'est pas relevé d'observation sur les installations haute tension. La même observation est faite « *Remettre en état de fonctionnement les BAPI.* » pour les installations basse et très basse tension et pour les éoliennes 82284, 822886, 82285, 82288 : cette anomalie a déjà été signalée le 7/02/2023 : les lampes de secours à l'intérieur des deux éoliennes visitées au cours de l'inspection (E7 et E9) sont encore défectueuses : l'exploitant explique qu'une discussion est en cours avec le mainteneur pour savoir à qui de l'exploitant technique ou du fabricant d'éoliennes revient la charge de changer ces équipements. En tout état de cause, cette observation soulevée par le bureau d'étude n'entraîne pas de risques pour les intérêts protégés par la réglementation des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Brides, mât
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de maintenance annuelle (T3) des 5 éoliennes : rapports nommés « Main Report ». Ces rapports mentionnent notamment : les points n° 10, 12, 17, 23 et 24 concernent le serrage et l'inspection visuelle des raccords vissés du rotor (moyeu et pales). Les points n°335, 338, 340, 343 et 346 concernent la vérification visuelle annuelle de tous les raccords de l'intérieur et de l'extérieur de la tour, des fondations de la tour, ainsi qu'entre la tour et la nacelle. Le point n° 303 concerne le contrôle visuel du mât : Vérification par sondage : maintenance T3 réalisée le 26/11/2024 pour les éoliennes E6 et E10 : pas de non-conformité relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Pales
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fourni : – rapports de maintenance semi-annuelle (T2) des 5 éoliennes : le point 4.1 en page 12 des rapports concerne notamment l'inspection visuelle des pales : vérification par sondage : réalisée le 17/06/2024 pour E8 et le 30/04/2024 pour E9 : pas de non-conformité mentionnée ; – les rapports de maintenance annuelle (T3) des 5 éoliennes : rapports nommés « Main Report ». Le point n°7 en page 14 des rapports concerne la vérification visuelle des pales : vérification par sondage : réalisée le 26/11/2024 pour E8 et E9 : pas de non-conformité relevée ; – rapports de vérification des pales par drone par l'entreprise Cornis : vérification par sondage : * réalisée le 10/04/2024 pour l'éolien n° 82288 (E10) : uniquement des dommages d'ordre cosmétique ou bien de niveau de criticité 2 du rapport, soit des dommages à suivre dans le temps, sont relevés ; * réalisée le 11/03/2024 pour l'éolien n° 82285 (E7) : uniquement des dommages d'ordre cosmétique ou de niveau de criticité 2 sont également relevés ; * réalisée le 11/03/2024 pour l'éolien n° 82284 (E6) : uniquement des dommages d'ordre cosmétique ou de niveau de criticité 2 sont également relevés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les installations visitées (éoliennes E7 et E9, ainsi que le poste de livraison) sont toutes constatées fermées à clef le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le jour de l'inspection, les panneaux d'affichage des consignes de sécurité à observer par les tiers sont présents aux accès de toutes les éoliennes du parc, avec des consignes conformes à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats :

Les éoliennes sont équipées de détecteurs de fumée et d'extincteurs d'incendie en nacelle et en pied de mât. Des extincteurs sont également présents dans chacun des deux locaux du poste de livraison.

Ces équipements ont pu être constatés dans les installations visitées (éoliennes E7 et E9, ainsi que le poste de livraison). Les extincteurs au CO₂ (adaptés au risque électrique) de ces éoliennes E7 et E9, ainsi que du poste de livraison, sont à jour de la vérification annuelle qui s'est déroulée en juin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement du balisage

Prescription contrôlée :

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Constats :

Le jour de l'inspection, le balisage diurne des éoliennes fonctionne sur toutes les éoliennes du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Garanties financières (GF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8

Thème(s) : Autre, Attestation de GF

Prescription contrôlée :

Constitution, actualisation des GF

Constats :

L'actuelle attestation arrive à échéance le 25/08/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> l'exploitant devra renouveler l'attestation de la garantie financière de démantèlement selon les dispositions réglementaires en vigueur, avant le 25/08/2025 et transmettre la nouvelle attestation dès ce renouvellement, en préfecture, ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite